

Om de samenhang tussen de Waalse en de Brusselse projecten te garanderen, worden de leden van de Commissie voor operationele opvolging die opgericht is in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Beroepsreferentiecentra uitgenodigd om aan de werkzaamheden van deze tweede Commissie voor de operationele opvolging deel te nemen.

Art. 11. Voor het jaar 2014 kan de Waalse Regering beslissen het in artikel 6 bedoelde bedrag van de terugbetaling aan de Kenniscentra te verminderen voor de vormingsuur voor de groepen van leerkrachten en leerlingen of studenten die door de opleiders van de Kenniscentra opgeleid of bewust zullen worden gemaakt, zonder evenwel een bedrag kleiner dan 12 euro te bepalen.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014, met uitzondering van artikel 11 dat op 1 april 2014 in werking treedt.

Dit samenwerkingsakkoord kan geheel of gedeeltelijk herzien of opgezegd worden op verzoek van één van de ondertekende partijen mits een opzegging van drie maanden.

Dit samenwerkingsakkoord eindigt op 31 december 2022.

Brussel, 20 maart 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29605]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Écoles en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment ses articles 92 et 93;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 13 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2014;

Vu la concertation du 11 février 2014 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur au niveau communautaire;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs, du 28 mars 2014;

Vu l'avis n° 55.920/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1. décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
2. autorités de la Haute Ecole :
 - a) pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le Collège de Direction visé à l'article 65 du décret;
 - b) pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le décret;
3. Chambre des Hautes Écoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale : la chambre visée par l'article 37, 2° du décret 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
4. Ministre : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué.

Art. 2. A défaut de mesures générales, le Ministre et les autorités de la Haute Ecole décident, chacun en ce qui les concerne, de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française.

Les autorités de la Haute Ecole reconnaissent l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long, en ce compris ceux de premier cycle, délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française, lorsque la demande de reconnaissance est introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole.

Le Ministre se prononce sur l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long, en ce compris ceux de premier cycle, lorsque la demande de reconnaissance n'est pas introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole. Les décisions rendues dans ce cadre ne sont pas opposables aux autorités des Hautes Ecoles.

Art. 3. Les documents suivants sont constitutifs du dossier de demande d'équivalence :

- a) une preuve que l'établissement d'enseignement dans lequel les études ont été accomplies à l'étranger est un établissement d'enseignement supérieur reconnu par les autorités compétentes du pays de délivrance du diplôme;
- b) une copie du diplôme et, s'il échet, du supplément au diplôme;
- c) une traduction du diplôme par un traducteur juré;
- d) un programme officiel et détaillé des études supérieures accomplies;
- e) un relevé des examens présentés et des notes obtenues;
- f) un exemplaire du mémoire, du projet ou du travail de fin d'études, s'il échet.

Les dossiers sont considérés comme irrecevables tant qu'ils sont incomplets. L'absence dûment justifiée d'un document, peut être compensée par une déclaration sur l'honneur signée par le demandeur.

Dans le cadre de la procédure visée aux alinéas 2 et 3 de l'article 2, les autorités de la Haute Ecole ou le Ministre, selon le cas, vérifient l'authenticité des documents produits par le requérant. En cas de doute sur l'authenticité des pièces produites, ils peuvent exiger du demandeur ou de toute autorité compétente des renseignements ou des documents complémentaires.

Art. 4. § 1^{er}. Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 2, sont délivrées par les jurys prévus dans le règlement des études.

§ 2. Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 3, sont délivrées par le Ministre après avis motivé de la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale. Cet avis ne peut être sollicité qu'après le constat par l'administration que le dossier de demande est complet au regard des critères fixés par l'article 3. L'avis doit être rendu dans les 4 mois qui suivent la date de réception du dossier par l'ARES. En l'absence d'avis rendu à la fin de cette période, ce dernier est réputé favorable.

Le Ministre notifie la décision d'équivalence à l'intéressé dans les 40 jours qui suivent l'émission de l'avis visé à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les avis visés à l'article 4 tiennent compte, pour l'examen de la demande d'équivalence, notamment des critères suivants, sans ordre de prééminence :

- a) la preuve que l'établissement d'enseignement dans lequel les études ont été accomplies à l'étranger est un établissement d'enseignement supérieur reconnu par les autorités compétentes du pays de délivrance du diplôme;
- b) les conditions d'accès à la formation;
- c) la durée ou le volume de la formation, d'un minimum de 180 crédits;
- d) le contenu de la formation, y compris, s'ils existent les stages, les exercices pratiques, les mémoires et/ou les travaux de fin d'études;
- e) les profils de compétence attendus, s'il échet;
- f) les résultats obtenus aux épreuves;
- g) les effets académiques ou professionnels reconnus au diplôme par les autorités étrangères compétentes.

Art. 6. Tout réexamen de la demande d'équivalence est subordonné à la présentation par le requérant d'éléments nouveaux de nature à entraîner une modification éventuelle de la décision.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long est abrogé.

Art. 8. Tout dossier introduit avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté demeure soumis à l'application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 précité tel qu'en vigueur au moment de l'introduction du dossier.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 septembre 2014.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29605]

8 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op de artikelen 92 en 93

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2011 houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 januari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 januari 2014;

Gelet op het overleg van 11 februari 2014 met de representatieve studentenverenigingen, georganiseerd overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs op gemeenschapsniveau;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten van 28 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 55.920/2 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1. Decreet : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

2. Overheden van de Hogeschool :

a) voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen : het Bestuurscollege bedoeld in artikel 65 van het decreet;

b) voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen : de instanties die in elke hogeschool gemachtigd zijn, hetzij door de inrichtende macht van de hogescholen die niet in de vorm van rechtspersonen worden samengesteld, hetzij statutair, hetzij bij delegatie, de bevoegdheden uit te oefenen die aan bedoelde hogescholen door dit decreet worden verleend;

3. Kamers van de Hogescholen en van het Hoger Onderwijs voor sociale promotie : de kamer bedoeld bij artikel 37, 2) van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

4. Minister : de Minister van Hoger Onderwijs of zijn afgevaardigde.

Art. 2. Bij gebrek aan algemene maatregelen, beslissen de Minister en de Overheden van de hogescholen, ieder wat hem of haar betreft, over de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap.

De overheden van de hogeschool erkennen de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, met inbegrip van deze van de eerste cyclus, uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap, wanneer de aanvraag om erkenning ingediend wordt om studies voort te zetten in een hogeschool.

De Minister spreekt zich uit over de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, met inbegrip van deze van de eerste cyclus, wanneer de aanvraag om erkenning niet ingediend wordt om studies voort te zetten in een hogeschool. De beslissingen genomen in dit kader kunnen niet aan de overheden van de Hogescholen worden tegengeworpen.

Art. 3. De volgende documenten maken deel uit van het dossier van de aanvraag om gelijkwaardigheid :

- a) een bewijs dat de onderwijsinrichting waarin de studies gevolgd werden in het buitenland, een inrichting van hoger onderwijs is die erkend wordt door de bevoegde overheden van het land dat het diploma uitreikt;
- b) een afschrift van het diploma en, in voorkomend geval, van het diplomasupplement;
- c) een vertaling van het diploma door een beëdigd vertaler;
- d) een officieel en gedetailleerd programma van de voltooide hogere studies;
- e) een overzicht van de afgelegde examens en de behaalde punten;
- f) een exemplaar van de scriptie, van het project of van het eindstudiewerk in voorkomend geval.

De dossiers worden beschouwd als onontvankelijk zolang ze onvolledig zijn. Het behoorlijk verantwoorde gebrek aan een document, kan gecompenseerd worden door een verklaring op erewoord ondertekend door de aanvrager.

In het kader van de procedure bedoeld in het tweede en derde lid van artikel 2, gaan de overheden van de Hogeschool of de Minister, naargelang het geval, de authenticiteit na van de stukken die door de aanvrager worden voorgelegd. In geval van twijfel omtrent de authenticiteit van de voorgelegde stukken, kunnen ze van de aanvrager of elke bevoegde autoriteit eisen dat hij/zij nadere inlichtingen of documenten indient.

Art. 4. § 1. De gelijkwaardigheden bedoeld in artikel 2, tweede lid, worden door de examencommissies bedoeld in het studiereglement uitgereikt.

§ 2. De gelijkwaardigheden bedoeld in artikel 2, derde lid, worden door de Minister uitgereikt na een met redenen omkleed advies van de Kamer van de Hogescholen en van het Hoger Onderwijs voor sociale promotie. Dit advies kan slechts vereist worden nadat de administratie vastgesteld heeft dat het dossier van de aanvraag volledig is met inachtneming van de criteria bepaald bij artikel 3. Het advies moet uitgebracht worden binnen de 4 maanden na de datum van ontvangst van het dossier door de ARES. Bij gebrek aan een advies uitgebracht na deze periode, wordt dit advies als gunstig geacht.

De Minister deelt de beslissing van gelijkwaardigheid aan de betrokkene mee en dit binnen de 40 dagen na het uitbrengen van het advies bedoeld in het vorige lid.

Art. 5. De adviezen bedoeld in artikel 4 houden rekening, voor het onderzoek van de aanvraag om gelijkwaardigheid, inzonderheid met de volgende criteria, zonder orde van voorkeur :

- a) een bewijs dat de onderwijsinrichting waarin de studies voltooid werden in het buitenland, een inrichting van hoger onderwijs is die erkend wordt door de bevoegde overheden van het land dat het diploma uitreikt;
- b) de voorwaarden van toegang tot de opleiding;
- c) de duur of het volume van de opleiding met ten minste 180 studiepunten;
- d) de inhoud van de opleiding, met inbegrip van de mogelijke stages, de praktische oefeningen, de scripties en/of de eindstudiewerken;
- e) de verwachte competentieprofielen, in voorkomend geval;
- f) de bij de proeven behaalde resultaten;
- g) de academische of beroepsgevolgen erkend aan het diploma door de bevoegde buitenlandse overheden.

Art. 6. Ieder nieuw onderzoek van de aanvraag om gelijkwaardigheid wordt afhankelijk gemaakt van de indiening door de aanvrager van nieuwe elementen die de beslissing zouden kunnen wijzigen.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2011 houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type, wordt opgeheven.

Art. 8. Elk dossier ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijft onderworpen aan de toepassing van de bepalingen van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2011, zoals van kracht bij de indiening van het dossier.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 14 september 2014.

Art. 10. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT